

N° 140 /CA du répertoire

N° 03-119/CA du Greffe

Arrêt du 30 décembre 2004

Affaire : Société **MATERIAUX BENIN S.A.**

C/
Etat béninois

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 22 août 2003, enregistrée au greffe de la Cour le 02 septembre 2003 sous numéro 464/GCS, par laquelle la Société **MATERIAUX BENIN S.A.**, ayant pour Conseil Maître **COVI Augustin Maurice**, Avocat près la Cour d'Appel de Cotonou, a introduit un recours aux fins de voir la Cour ordonner l'indisponibilité et l'inaliénabilité de l'immeuble objet du titre foncier n° 5542 de Cotonou, ainsi que la cessation des travaux entrepris sur les lieux ;



Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Louis René KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n° 1409/GCS du 03 décembre 2003, le Conseil de la requérante a été invité, conformément aux dispositions de l'article 682 du Code Général des Impôts, à apposer des timbres fiscaux sur les feuillets de sa requête ; que cette correspondance n'a été pas suivie d'effet ;

Que par lettre n° 1407/GCS du 03 décembre 2003, une mise en demeure lui a été adressée, l'invitant à consigner au Greffe de la Cour dans un délai de quinze jours la somme de Cinq Mille (5000) francs et lui rappelant les termes de l'article 45 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ; que la mise en demeure est restée sans suite ;

Que par lettre n° 1077/GCS du 12 mars 2004, le Conseil de la requérante a de nouveau été invité à apposer des timbres fiscaux sur les feuillets de la requête ; qu'aucune suite n'y a été réservée ;

Qu'enfin, par une ultime mise en demeure, objet de la lettre n° 1076/GCS du 12 mars 2004, un nouveau délai de quinze (15) jours a été accordé au Conseil de la requérante pour consigner au Greffe de la Cour la somme de Cinq Mille (5000) francs ; que cette mise en demeure est également restée sans suite ;

Considérant que l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 prescrit en son article 45 :

« Le demandeur est tenu sous peine de déchéance de consigner au Greffe de la Cour une somme de Cinq Mille (5000) francs dans un délai de 15 jours, à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou par notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai. »

Que toutes les mises en demeure étant restées sans effet et la requérante n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il échet de la déclarer déchue de son action ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE ;

Article 1^{er}.- la Société MATERIAUX BENIN S.A. est déchue de son action.

Article 2.- Les dépens sont mis à la charge de la requérante.

Article 3.- : Le présent Arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative

PRESIDENT ;

Josephine OKRY-LAWIN {
et { **CONSEILLERS ;**
Victor D. ADOSSOU {

Et prononcé à l'audience publique du jeudi trente décembre deux mille quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

René Louis KEKE

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Maître Irène O. AÏTCHEDJI

GREFFIER

Et ont signé

Le Président-rapporteur

le Greffier,

DE = 2000 F
Enregistré à Cotonou le 18/08/05
Fo 23 Case 3789
Reçu Deux mille francs
L'Inspecteur de l'Enregistrement

Antoinette L. AGO





Exhibited at the
Colonial Exhibition
London 1883

